

**Houillères de Lorraine :
80 % de grévistes au fond**
LIRE PAGES 32 ET 33

Le discours du trône rédigé par M. Wilson, le premier ministre, reprendra la plupart des promesses énoncées par M. Wilson, candidat au scrutin du 10 octobre. Mais le chef du Labour s'est montré prudent.

En ce qui concerne la Communauté européenne, l'accent est mis sur l'« énergie » de la renégociation en cours. Le projet de consultation populaire a dans un délai d'un an est maintenu, mais il n'est pas précisé s'il s'agira d'un référendum ou de nouvelles

Les nationalisations : incombent deux secteurs particulièrement importants : les chemins de fer et les chantiers navals. L'industrie déficitaire, et l'aéronautique, industrie du point de vue toutes. M. Wilson s'est gardé d'être trop précis sur les véritables têtes de chapitre « maximalistes » de son parti : la nationalisation des ports, des banques, des compagnies d'assurances et des transports routiers. Cependant, il a repris une idée chère à la gauche, la nationalisation de la Bourse, l'idée de Wedgwood. Benbow a insisté sur la création d'entreprises nationales des entreprises qui permettra à l'Etat de prendre des participations dans certaines firmes et d'orienter leur production.

La nationalisation du pétrole de la mer du Nord, à laquelle les parlementaires et les nationalistes ont applaudi, a été payée par le pétrole pour l'instant. Mais une société nationale a veillé à ce que la juste répartition des profits ne soit pas oubliée. M. Wilson a été adroitement rendu hommage aux syndicats en faisant valoir l'importance de ce contrat social qu'il est en cours de négocier avec les ouvriers — à leur congrès national de septembre dernier. Et il a eu garde d'oublier les nationalistes gallois et scottish, qui ont été encouragés à voter à leur profit. Les députés irlandais ont également conduit peut-être à leur but certains votes au Parlement. En outre, M. Wilson a été très habile à annoncer trop de précisions sur la façon à laquelle l'assemblée provinciale écossaise et l'assemblée galloise pourraient être mises en route, comme si l'élection était imminente, comme si l'élection était de leurs pouvoirs.

Destiné à reconforter l'électorat
d'avallée, le discours du trône
vaillait à ne pas trop inquiéter les
suffrages d'affaires : il évoque
la nouvelle imposition des trans-
ports de captifs. Il ne définit pas
les modalités de la « taxation de
la fertilité », prévient d'ailleurs
pour 1976. Il ne mentionne pas
plus la banque d'investissement
dont le projet a été mis
au point par M. Harold Lever,
conseiller économique personnel
de M. Wilson. Ilandra sans doute
comprendre la présentation du docu-
ment bégé, le 12 novembre, par
M. Denis Healey, chancelier de
l'Échiquier, pour mieux apprécier
les conclusions que M. Wilson

[illegible]

Use not informations page 4

Le *Bulletin officiel* de l'Etat espagnol a publié le décret mettant fin aux fonctions de ministre de l'Information et du tourisme de M. Pio Cospillas. D'autre part, M. Antonio Berrero de Irimo, vice-président du conseil d'administration des finances, a présenté sa démission. Ce remaniement, indique-t-on dans les milieux officiels, a pour but de donner à la politique de l'Etat un coup d'arrêt à la politique d'ouverture que le gouvernement de M. Arias Navarro tentait de pratiquer depuis le début de l'année.

De notre envoyé spécial

Madrid. — Les ultras et la droite du Real Madrid l'emportent une fois de plus sur les partisans d'une ouverture politique pourtant prudente et très progressiste : celle est la note majeure du *hinchazo* annoncé le mardi 28 octobre à Madrid de M. Pio Baroja, ministre de l'Information et du tourisme.

roles. Nous avons gagné une licence pour construire un Etat socialiste. Nous attendrons la fin de la victoire avec les urets et nous les omplera. Certains groupes de pression, certains milieux qui cultivent la subversion et le terrorisme idéologique et ne comprennent rien, mais se font entendre, ont dit : « Madrid... »

[illegible]

Pio Caballadas était mardi matin le seul ministre à ne pas assister aux cérémonies anniversaire de la fondation de la « Phalange » présidée par le général Franco et le ministre Juan Carlos de Borja. Il avait été invité à la manifestation par les orateurs du régime, mais il avait refusé. Antonio Primo de Rivera ne l'aurait guère encouragé à le faire. Il n'est pas de doute sur la volonté de Caballadas de rester à l'écart de tout faire pour assurer une libération totale de la presse. Il n'est pas de doute que, sur la scène en cause des principes de base du mouvement, il se soit opposé à M. Francisco Labadie, conseiller national du mouvement. Il y a eu des discussions, mais Caballadas dispose d'une majorité et défend ou a des considérations d'inter-

(Lire la suite page 3)

JOURNAL

La « crise de la presse » s'est poursuivie espagnole. Ses causes sont profondes, et ses effets s'étendent dans tout le monde.

Le déclin relatif de l'écrit, au fur et à mesure que se développent les formes, dans la culture d'aujourd'hui, n'est pas intenable; un journal peut être considéré comme un moyen de communication qui, dans une certaine mesure, se place au journal comme la synthèse économique dans lequel se trouvent les principes de la production en même temps qu'il.

Le gestion défectueux ou partiel de la presse, la situation de l'imprimeur et pour la France, la répartition des aides publiques et déjà plus contingentes.

Le journal, en tant que moyen de communication, est un moyen de communication qui, dans une certaine mesure, se place au journal comme la synthèse économique dans lequel se trouvent les principes de la production en même temps qu'il.

M. Giscard d'Estaing interviendra avant le débat

A l'issue du conseil des ministres du 13 novembre, le gouvernement propose au Parlement un projet de loi qui prévoit la libéralisation de l'avortement. Selon ce texte, mais au point lors des deux conseils restreints les 25 et 29 octobre à l'Elysée, l'avortement serait pratiquement libre pendant les dix ou douze premières semaines de la grossesse. Le projet de loi ne prévoit pas de délai d'attente, ni d'intervention, ni d'avis d'un médecin. L'intervention, qui aurait lieu en milieu hospitalier, ne serait pas remboursée par la Sécurité sociale.

Préparé par Mme Simone Veil, ministre de la santé, ce projet de loi a été discuté et voté par le conseil des ministres le 13 novembre. Les risques réels de voir une partie des députés de la majorité s'y opposer. A l'issue du déjeuner qui s'ouvrit mardi 29 octobre aux membres du bureau du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, le ministre de la Santé déclara qu'il ne comptait pas s'opposer lui-même sur ce sujet, laissant l'ouverture du débat parlementaire.

par BRUNO FRAPPAT

Libéraliser l'avortement tout en faisant semblant de faire le contraire, c'est le projet. Séguy accepte au principe par les diverses sentences qu'il a prononcées, mais la loi nationale est adoptée par l'Assemblée nationale à la mort du président de la République, et le projet est enterré la session parlementaire. Séguy est élu député, mais la loi de la clarté, c'est-à-dire que toute femme qui le souhaitait — parce qu'elle ne voulait pas d'enfant — pouvait subir un avortement pendant les six à douze premières semaines de sa grossesse — est limitée n'ayant pas encore été défilibilisée et abolie. L'avortement est donc autorisé, mais il est limité à l'enfant dans une institution hospitalière, et il est limité à la femme prépayable, un entretien éternel avec un médecin, aucun médecin, aucun gynécologue.

pratique un avortement et nul ne pourra le poursuivre pour le faire punir, mais, l'avortement ne sera autorisé que dans des cas exceptionnels, et il sera limité à la femme qui aura subi un avortement par la Sécurité sociale ne sera pas prévu. C'est d'ailleurs les conditions qui ont été mises à la conception qui elle sera réalisée.

Dépendant, le gouvernement laissera le soin à l'Assemblée nationale de décider si elle veut écartant la liberté qu'il propose. Ainsi le risque d'être dévoué à la mort, et de ne pas être puni, par la chance de passer plus librement qu'avant aux yeux d'un médecin, et de ne pas être puni, ont montré, depuis deux ans, que la loi nationale n'a pas été libéralisée, mais a été limitée.

(Lire la suite page 10.)

La « crise de la presse » n'est ni nouvelle ni purement française. Ses causes sont anciennes et ses effets se retrouvent sous des aspects différents dans tous les pays occidentaux.

Le déclin relatif de l'écart s'est sans doute accentué au cours de ces dernières années, mais il n'est pas irrésoluble : un journalisme de qualité et un enseignement adaptés peuvent redonner à la presse son rôle social et économique. Le système économique dans lequel vit sur survie la presse reste fondé sur le profit : il pousse à la spéculation et à la débauche.

La gestion défectueuse ou parfois dispendieuse de bien des entreprises, le retard des techniques d'impression, la déperdition des ressources, la répartition des sites publicitaires sont des causes de plus en plus contingentes.

Le développement de la télévision au cours de ces

à son développement aggrave les charges des entreprises en même temps que, à l'instar de la crise de la presse, elle a servi de révélateur à certaines faiblesses.

Parfois moins porteur d'avenir, mais plus professionnel, les journalistes manifestent leur désaccord avec la débauche de moyens et la spéculation tout entière que dépend la presse. Cette situation est d'autant plus difficile que, si elle change de ses conditions de production, elle ne peut pas le faire sans un peu d'aide et d'assistance, elle aurait plus justifié se retrouver vers l'Etat.

La situation est plus délicate à partir d'aujourd'hui : j'ai conduit Maurice Dommenech en Grand-Bretagne, en Italie, en Allemagne, en Suisse et en France. Les journalistes ont constaté la dégradation de la presse en France, une pression sur bien des aspects, et sans prises avec une

De notre envoyé spécial MAURICE DENUZIÈRE

à Londres, à « Notre mère, la presse anglaise », devraient dire tous les journalistes... puisque la presse anglaise, elle-même, est la première à se faire l'écho de la situation d'Europe à insister le principe de la liberté de la presse et de la liberté d'expression.

A cette liberté d'expression, considérée comme fondamentale en démocratie, malgré les lois qui la limitent, on greuille, on fouille au fil des siècles par les gouvernements, mais surtout des journalistes, pour découvrir les secrets de la défense nationale, les secrets de la diplomatie, les secrets de la politique, desenterrement féroce ment attachés.

Millions affamés ! les hyènes des stratégies commerciales, publicitaires, mais chacun se livre à la recherche de la vérité, à la vérité sans franchir, au-delà, celles : la liberté d'expression, la liberté de la presse, le reste parfois a été oublié, depuis longtemps, pour lottir les lois d'un droit national, réel, mais qui n'est pas.

Il faut avoir flâné dans Street, de Chancery Lane à gate Circus, pour se rendre compte que la presse a son quartier, ses bureaux, ses journaux, sont la justice et la banque, les leurs.

(Lire la suite page 25.)

Le mort de Ferdinand Lopez
passera sans doute inaperçue de la classe politique. C'est dommage. Ce bouffon de trois républiques porté en lui la vérité des caricatures trop ressemblantes. Comme il n'est pas un homme d'Etat, il n'est pas sérieux depuis un demi-siècle n'ont été que des Lop ou des sous-Lop protégés par une étiquette respectable ? Ce réprimé moins volontiers la

lroude en cette matière qu'un
matière de vins.

Ce ne fut pas un ministre
mérite ni un mineur couronné
de la part de Ferdinand Lop
que d'attirer sur lui les rires
d'une foule d'hommes d'Etat
et d'hommes d'Etat. Mais
il n'est pas protégé, il
diront-ils seulement merci
l'Ingratissime est aussi un
vertu politique.

Hélas ! pauvre Yorick...

ROBERT ESCARPIT.

fraude en cette matière qu'en matière de vins.

Ce ne fut pas un mince mérite ni un mince courage de la part de Ferdinand Lopez d'attirer sur lui les rires que d'autres méritaient. Ceux qu'il a ainsi protégés en diront-ils seulement merci ! L'ingratitude est aussi une vertu politique.

Hélas ! pauvre Yorick...
ROBERT ESCARPIT.

veille de l'augmentation générale du prix des quotidiens, "le Monde" — exposait à ses lecteurs les raisons qui lui permettaient de diffuser une majoration qui aurait été inutile mais n'était pas indissociable de l'époque. Trois mois se sont écoulés.

Le coût du papier s'est accru de 70 % en moins d'un an. Il atteint désormais 22 centimes pour un exemplaire de vingt-buil pages, soit le double du prix de revient. On vient tout de même, à la vente d'un journal, Orléans, la vente d'un journal à 33 centimes qu'il peut se permettre de rajouter de 33 centimes (il y a raison) aux frais de distribution et du pourcentage d'inventures qui découle de sa diffusion nationale et internationale.

Si la vente couvre presque la moitié du prix de revient, l'autre moitié doit donc être payée par la publicité. Sans doute, poursuivant sa progression, le tirage du « Monde » a-t-il augmenté de 10 % eu cours des dix premiers mois de cette année et le volume global de la publicité insérée n'a-t-il pas diminué, même si les recettes de publicité n'ont pas augmenté dans les mêmes proportions que l'ensemble des dépenses de l'entreprise. Mais les tensions sur le marché de l'emploi et les menaces de recession se traduisent notamment par une diminution des petites annonces dans l'ensemble de la presse.

C'est donc à un nouvel effort que nous convions nos lecteurs et ce pendant demain (numéro daté du 1^{er} novembre) le prix de vente du « Monde » à 1.20 F. Le tarif de base des abonnements sera maintenu jusqu'à la fin de cette année.

Tel est le prix de l'indépendance et de la singularité : « le Monde » est le seul grand quotidien parisien qui n'appartient à aucun groupe de presse et qui ne peut donc disposer éventuellement des bénéfices d'autres publications pour équilibrer son compte d'exploitation.

**M. LECANUET DEMANDE
L'INTERDICTION PROVISOIRE
D'UN MAGISTRAT**
(Lire page 12 l'article de
M. LECANUET, 20 février 1934.)

Georg Solti répond

Un certain malaise entoure actuellement l'Orchestre de Paris : la démission en cours de son directeur, le sig George Solti ne renouvellera pas son contrat de directeur en 1976, plus récemment une interview malheureuse à laquelle les musiciens ont répondu (le Monde) des 12 septembre et 3 octobre), dernière l'audition de « Salomé » a interrompu, sans compter l'installation de l'Orchestre au Palais des congrès qui pose de sérieux pro-

notre époque avec l'impression d'un phénomène de rejet, d'une « gaffe du cœur » à qui n'a pas réussi.

(Lire page 15 l'embauche de George Solti avec Jacques Lacomme.)

AUTEUIL

bièmes.

Auteur de ces événements se sont cristallisés des malentendus qui effleurent dans quelques réactions perceptibles du public et une certaine agressivité de la presse à l'égard de l'«Ochevski» et de son chef, et risquent de tourner à une sorte de petite «psychose collective» comme celle dont sont victimes certains hommes politiques ou entraîneurs de football) en fin de compte.



GRANDE SAISON D'AUTOMNE
Vendredi 1^{er} Novembre
GRAND PRIZ D'AUTOMNE
et tous les Dimanches suivants
jusqu'au 15 Décembre inclus
**AVEC D'AUTRES
GRANDES ÉPREUVES**

GRANDE SAISON D'AUTOMNE
Vendredi 1^{er} Novembre

GRAND PRIX D'AUTOMNE
et tous les Dimanches suivants
jusqu'au 15 Décembre inclus
**AVEC D'AUTRES
GRANDES ÉPREUVES**

سورة الاحقاف

POLITIQUE

LE DÉJEUNER DE L'U.D.R. A L'ÉLYSÉE

M. Giscard d'Estaing entre «gaullisme» et «pompidolisme»

Libres opinions
PRENDRE DATE

par RENÉ RIBIÈRE (*)

Beaucoup de bons esprits semblent aujourd'hui désarmés, aboultis et même conquies par l'ardeur du nouveau pouvoir libéral. Ils ont, dit-on, des idées claires, ils ont le sens de la mesure, ils ont le sens du réel. Ils ont, dit-on, des idées claires, ils ont le sens de la mesure, ils ont le sens du réel. Ils ont, dit-on, des idées claires, ils ont le sens de la mesure, ils ont le sens du réel.

Tout aussi impudiquement ne paraît être l'orientation de notre action extérieure, marquée par la volonté de rapprochement à tout prix avec les États-Unis et avec l'Allemagne. Le gouvernement semble maintenant, et la le constaté avec tristesse, considérer le renforcement de la solidarité occidentale, c'est-à-dire de la solidarité américaine, comme le meilleur moyen de faire face à la situation internationale et économique qui nous assaillent. Une différence de deux dixièmes de point de croissance, nous dit-on, peut faire la différence entre la prospérité et la dépression. C'est pourquoi, nous dit-on, il faut à tout prix assurer la croissance.

Les députés U.D.R. ont découvert mardi, avec ravissement, désinvolte, un président de la République «gaulliste». A l'issue du premier des trois déjeuners auxquels M. Giscard d'Estaing a convié lui-même les députés des trois groupes de la majorité, les gaullistes n'ont donc pas eu de leur satisfaction. «Le conseil passait», a souligné M. Claude Labbé, président du groupe. Une simplicité de bon aloi — les débats dans la chambre, débats des tabourets présidentiels dans la pelouse du parc — avait mis en confiance les députés. Le chef de l'État (un seul mot, M. Claude Labbé, était interdit, car trop de solennité était inhérente à l'acte de la présidence. Aucun conseiller du président ne participait au repas: seuls MM. Jacques Chirac, premier ministre, et René Tassin, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement, étaient joints aux convives.

M. Claude Labbé devait commencer par exposer le double préoccupation de ses amis: l'évolution de la politique extérieure (nous serons en permanence inquiète, précisa-t-il) et celle de la politique intérieure (l'unité de la majorité). Sur ces deux points, le président de la République apporte tous ses encouragements. L'indépendance nationale? Pour un parti d'indépendance, disait-il, observer, pour un pays qui exporte le tiers de sa production industrielle et qui importe la majeure partie de ses ressources d'énergie? L'indépendance n'est pas l'isolement, mais la souveraineté dans la décision par rapport aux deux grandes puissances. La majorité? Les «improvements» de tel ou tel dirigeant n'ont guère de poids. Il faut, dit-il, que le chef de l'État, et les députés — selon M. Robert-André Vivien, qui expose aux propos de M. Lecaument sur la réélection de la majorité — sans fondement. M. Giscard d'Estaing ajoute qu'il n'appartient, quant à lui, d'être le chef de la majorité présidentielle, mais de la majorité présidentielle tout entière, tout simplement, de ceux qui soutiennent le gouvernement. Le moment venu, poursuit-il, nous pourrions nous enorgueillir de ce nom de majorité.

La conversation, libre et animée, porte notamment sur la situation économique. «Les gens ne sont pas satisfaits», dit-il, «mais ils ne sont pas désespérés». M. Bernard-Raymond a souligné que le gouvernement avait une véritable charge de conscience, celle de faire passer la France d'une situation de «déficit» à une situation de «surplus». M. Giscard d'Estaing a répondu que le gouvernement avait une véritable charge de conscience, celle de faire passer la France d'une situation de «déficit» à une situation de «surplus».

Le nom de Georges Pompidou n'a pas été cité une seule fois par le président de la République. Alors, «gaullisme» ou «pompidolisme»? M. Giscard d'Estaing, comme l'affirment par exemple MM. Faïolle et Vivien? Et si, pourtant, M. Giscard d'Estaing, comme l'affirment par exemple MM. Faïolle et Vivien? Et si, pourtant, M. Giscard d'Estaing, comme l'affirment par exemple MM. Faïolle et Vivien?

«Le changement est une nécessité de survie»

Voici le texte de l'allocution prononcée par le président de la République à l'issue du déjeuner offert aux membres du bureau du groupe U.D.R. mardi 29 octobre: «Le changement est une nécessité de survie. Le monde traverse une période d'ajustement difficile. La recherche d'un nouvel équilibre économique et social. Pour réaliser ces transformations, nous devons disposer d'un accord essentiel, qui réponde à la stabilité de nos institutions. Sans cette stabilité, il n'y a qu'à s'attendre à la catastrophe. Notre responsabilité est de maintenir la stabilité de nos institutions. Notre responsabilité est de maintenir la stabilité de nos institutions. Notre responsabilité est de maintenir la stabilité de nos institutions.

Le C.D.P. propose la création d'une nouvelle instance de concertation entre partis de la majorité

Au cours d'une réunion des dirigeants du Centre Démocratique, le 29 octobre, M. Pierre Bernard-Raymond, député de l'Indre, a déclaré: «Le C.D.P. propose la création d'une nouvelle instance de concertation entre partis de la majorité. Cette instance aura pour mission de coordonner les actions des différents partis de la majorité, de faciliter leur dialogue, de leur proposer des initiatives communes. Elle sera présidée par M. Bernard-Raymond. Elle sera composée de représentants de tous les partis de la majorité. Elle sera chargée de proposer au gouvernement des mesures d'urgence. Elle sera chargée de proposer au gouvernement des mesures d'urgence.

Certaines de nos initiatives de changement vous ont surpris, et même provoqué l'indignation. Mais la France, si elle veut rester une grande nation, doit accepter le changement. Elle doit accepter le changement. Elle doit accepter le changement.

OUI! VOUS AUREZ PLUS... POUR MOINS D'ARGENT au CENTRE E. LECLERC

TOUT L'HABILLEMENT DE HAUTE QUALITÉ à des prix exceptionnels. Un costume avec 2 pantalons. Rayon prêt à porter pour homme et femme. Coupe jeune ou classique. Les meilleures marques. Les meilleurs prix. Les meilleurs services. Toutes les nouveautés pour l'été et l'automne. Centre E. Leclerc. 15, Bd Magenta - Paris - X^e - Angle rue de Lanoy.

Sur présentation de cet avis au 15 Bd MAGENTA - PARIS X^e VOUS SEREZ SERVI EN PRIORITÉ. Ouvert le Vendredi 4^e et Samedi 2 Novembre.

TIME The Shah of Iran: The new super power The psychology of inflation

Pierre Doris FORTS et ELEGANTS n° 1 plus de problèmes

actualité de la grande encyclopédie Larousse L'ARTICLE À LIRE CETTE SEMAINE: ENVIRONNEMENT

POLITIQUE

à l'Assemblée nationale

Santé publique et action sociale

Mardi, 29 octobre, à 16 heures, les députés ont tenu la séance d'ouverture de la deuxième partie de la session de la 13^e législature. M. René LENOIR, ministre de la Santé publique, a ouvert les débats en déclarant que le budget de la Santé publique pour 1975, présenté par le Gouvernement, est un acte de responsabilité et de confiance.

Les députés ont ensuite adopté, à l'unanimité, une motion de confiance en faveur du Gouvernement. M. LENOIR a ensuite exposé les grandes orientations de la politique de la Santé publique pour 1975.

1^{er} POINT : L'effort de la Santé publique pour 1975. M. LENOIR a souligné que le budget de la Santé publique pour 1975 est de 140 milliards de francs, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1974.

2^e POINT : La situation de la Santé publique en France. M. LENOIR a souligné que la France est confrontée à de graves problèmes de Santé publique, notamment en ce qui concerne la mortalité infantile et la mortalité maternelle.

3^e POINT : La situation de la Santé publique dans les régions. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les régions est très inégale, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour réduire ces inégalités.

4^e POINT : La situation de la Santé publique dans les villes. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les villes est également très inégale, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour réduire ces inégalités.

5^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones rurales. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones rurales est la plus défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

6^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones d'habitat dispersé. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones d'habitat dispersé est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

7^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones de montagne. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones de montagne est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

8^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones littorales. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones littorales est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

9^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones frontalières. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones frontalières est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

10^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones de développement. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones de développement est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

11^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones de transition. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones de transition est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

12^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones de développement. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones de développement est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

13^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones de transition. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones de transition est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

14^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones de développement. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones de développement est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

15^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones de transition. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones de transition est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

16^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones de développement. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones de développement est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

17^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones de transition. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones de transition est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

18^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones de développement. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones de développement est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

19^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones de transition. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones de transition est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

20^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones de développement. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones de développement est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

21^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones de transition. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones de transition est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

22^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones de développement. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones de développement est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

23^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones de transition. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones de transition est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

24^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones de développement. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones de développement est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

25^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones de transition. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones de transition est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

26^e POINT : La situation de la Santé publique dans les zones de développement. M. LENOIR a souligné que la situation de la Santé publique dans les zones de développement est également très défavorable, et qu'il faut mettre en œuvre des mesures pour améliorer cette situation.

Nice Mont Boron
11, boulevard Maurice Maeterlinck
luxueuse résidence avec piscine

du studio
au 4 pièces

vue exceptionnelle
sur
la Baie des Anges

Documentation et vente :
- A NICE : sur place, tél. 89.58.48
- A PARIS : 23, rue d'Antin (2^e) tél. OPE 36.80

**vous devez vous loger...
téléphonez-nous.**

Savez-vous que la Caisse d'Epargne de Paris prête au taux le plus bas ?
Un crédit moins élevé représente d'importantes économies.
Pour payer votre logement moins cher présentez cette annonce ou prenez rendez-vous au Service des Prêts Personnels Immobiliers.
- 21 bis rue Étienne Marcel 75001 (tél. 238.83.84 / 66.83) 67.66 / 233.65.47
- 13 place du Havre 75008 (tél. 522.53.00)

**prêts personnels immobiliers
pour payer moins cher.**

Caisse d'Epargne de Paris

**Comment débarrasser
votre budget
d'une rubrique un peu honteuse :
"achats ratés".**

Il y a des jours où il vaudrait mieux rester chez soi plutôt que d'aller faire des achats.

Par exemple, le jour où vous avez acheté un grille-pain. Par prudence, vous avez pris le plus cher ; pourtant, un matin, vous avez reçu une décharge électrique en le heurtant avec un couteau. Et lorsque vous avez acheté un lave-vaisselle à 2.300 F. Le plus cher. Alors que, pour 1.700 F, vous pouviez en avoir un de meilleure qualité.

Et tous les jours vous risquez ainsi votre argent et même votre santé en achetant des produits trop chers ou de qualité douteuse.

Mais, comment savoir ? Il faudrait tout acheter, tout tester, tout comparer. C'est impossible.

Et bien tout cela, "Que Choisir ?" le fait pour vous.

"Que Choisir ?" est une revue éditée et financée par des consommateurs comme vous, qui appartiennent à l'Union Fédérale des Consommateurs (U.F.C.).

Celle-ci achète les mêmes produits que vous et les fait tester dans des laboratoires indépendants. Les essais terminés, les laboratoires remettent un rapport technique. L'équipe de "Que Choisir ?" interprète alors pour traduire ce rapport en termes clairs et établir pour chaque type de produit une échelle de valeur qui déterminera le "meilleur choix".

Pour vous abonner à "Que Choisir ?", il vous suffit de nous envoyer le bon ci-dessous : vous recevrez votre premier numéro et le résumé gratuit de 70 tests déjà réalisés.

Laboremment à "Que Choisir ?" coûte 33 F par an pour 11 numéros. Combien consacrez-vous chaque année à vos "achats ratés" ?

"Que Choisir ?"
6, rue du Général-Destreltruit - 75781 Paris Cedex 16

Demande d'abonnement à "Que Choisir ?"
6, rue du Général-Destreltruit - 75781 Paris Cedex 16

Oui, je désire recevoir "Que Choisir ?"
Veuillez m'adresser le premier exemplaire de mon abonnement d'un an (11 numéros 23 F)
Je recevrai de plus le résumé gratuit des 70 derniers tests réalisés

Nom _____
Pr _____
Code postal _____ Ville _____
Signature _____

Renouvelez ce bon sans tarder. Ne renvoyez pas d'argent mal-tenté, nous vous enverrons pour le paiement.

**interRent. Louez chez nous,
le kilomètre est moins cher.**

interRent. C'est votre intérêt.
Un grand loup européen.
Location de voitures et d'utilitaires. 6 centres en France. Tél. : 01 203 28 33

Libre opinion

par MARC ORAISON (*)

(1) Dans l'année de verre, les âges limites moyennes à la marche et au travail sont en principe prévus pour les hommes : 60 ans ; pour les femmes : 55 ans.

— Pour un service universel de dix mois, à 120 millions de francs ;

— Pour un service de six mois, à 280 millions de francs ;

— Pour un service différencié, à 390 ou 1 000 millions de francs ;

— Pour un service sélectif (seulement pour les personnes âgées de plus de 55 ans), à 4 000 millions d'appels, à 6 000 millions de francs ;

— Pour une armée de métier, à 600 millions de francs.

Libre opinion
MORALE ET JUSTICE

RELIGION

La violation des droits de l'homme est une question brûlante déclare le Conseil œcuménique des Eglises

Genève (S.O.E.P.). — Une cinquantaine de spécialistes des droits de l'homme, de théologiens et de juristes de quatre pays ont pris part à un colloque sur « les droits de l'homme et la responsabilité chrétienne », qui s'est tenu à Saint-Paul, en Autriche, du 21 au 28 octobre. Organisé par la commission des Eglises (C.O.E.), ce colloque avait été précédé d'une intense préparation dans le monde entier.

Soulignant la motivation chrétienne pour les droits de l'homme, les colloques a mis l'accent sur le fait que tous les êtres humains ont été créés à l'image de Dieu, l'amour du prochain a été l'expression positive d'une foi active dans le Christ et par conséquent, les violations des droits de l'homme sont nécessairement une « question brûlante » pour les Eglises et les chrétiens.

« Les droits individuels et les droits collectifs ne sont pas nécessairement opposés », a déclaré le colloque. Soulignant qu'il y a de nombreuses situations tragiques où il y a violation des droits de l'homme, les participants au colloque ont insisté sur la croyance chrétienne fondamentale dans la valeur de tous les êtres humains à la fois de Dieu et en tant que personnes. Ils ont souligné la responsabilité des Eglises à la fois de promouvoir les droits de l'homme et de protéger les victimes de ces violations.

« LE DROIT À LA VIE ». — Le droit à la vie englobe toute la question de la qualité des droits de l'homme et des violations qui résultent de systèmes économiques, sociaux et politiques injustes, dit le rapport. Sans garanties de vie fondamentale, santé, logement et éducation, aucun droit n'est possible.

« LE DROIT DE PARTICIPER AU POUVOIR ». — Le droit de participer au pouvoir est une question brûlante, a affirmé le colloque, qui a insisté sur la nécessité de respecter les pluralités culturelles, religieuses, idéologiques et ethniques pour un plein épanouissement et un développement des droits culturels. Un autre problème a été le droit à la justice.

« LE DROIT DE PARTICIPER AU POUVOIR ». — Le droit de participer au pouvoir est une question brûlante, a affirmé le colloque, qui a insisté sur la nécessité de respecter les pluralités culturelles, religieuses, idéologiques et ethniques pour un plein épanouissement et un développement des droits culturels. Un autre problème a été le droit à la justice.

« LE DROIT DE PARTICIPER AU POUVOIR ». — Le droit de participer au pouvoir est une question brûlante, a affirmé le colloque, qui a insisté sur la nécessité de respecter les pluralités culturelles, religieuses, idéologiques et ethniques pour un plein épanouissement et un développement des droits culturels. Un autre problème a été le droit à la justice.

Un numéro de la revue « Esprit » sur la formation permanente

« On a beaucoup parlé de la crise de l'enseignement. Il est à présent temps de réfléchir à la formation permanente. » Ce jugement sévère porté par l'un des collaborateurs de la revue, qui consacra son numéro d'octobre à la formation permanente, donne le ton des contributions souvent très riches qu'on sollicite les animateurs de la revue.

A ce numéro de réflexion et d'analyse ont participé syndicalistes, enseignants, chercheurs, responsables, les animateurs de formation. Trois ans d'application de la loi du 12 juillet 1971 permettent, en effet, aujourd'hui, de tirer un premier bilan. Au fil de quelques deux cents cinquante pages, passées en revue les difficultés, les obstacles et les manières ; absence de mobilisation des syndicats, pouvoir réduit des salariés sur les plans de formation qui ont jusqu'à présent servi surtout aux besoins de la formation technique, entreprise du secteur privé, faiblesse de leur public dans le domaine de la formation professionnelle, etc. D'autres critiques insistent sur les thèmes d'un lien entre la formation et la culture, la formation et la vie professionnelle, la formation et la vie sociale, la formation et la vie politique, la formation et la vie économique.

UN ÉLÈVE MAÎTRE EXCLU DE L'ENSEIGNEMENT APRÈS UN COURS D'ÉDUCATION SEXUELLE

(De notre correspondant.)

Montpellier. — Un élève maître de première année de l'école normale d'enseignants de Montpellier, M. Alain Paudou, dix-neuf ans, a été exclu définitivement de l'enseignement par arrêté du recteur de l'académie de Montpellier, dans une décision de la durée de deux ans. La commission a alors émis un avis défavorable à l'admission de M. Paudou à l'école normale d'élèves maîtres.

En revanche, elle a donné un avis favorable au projet de budget de l'éducation, après examen du rapport présenté par M. JACQUES SODRILLI, député U.D.R. des Ardennes. M. Sodrilli s'est également fait connaître en faveur de l'éducation, dont le budget a doublé en dix-huit ans et dont les crédits d'expansion représentent en 1974, encore les deux tiers des postes de fonctionnaires créés. Il n'a pas moins demandé à la commission d'insister sur les recommandations en faveur du développement des matériels scolaires, du maintien des C.R.A. et des C.E.G. ruraux, du respect des engagements sur la gratuité, d'une action spéciale pour la santé scolaire, d'une meilleure rémunération des enseignants, de la réduction de leur carrière et d'un glissement progressif des crédits versés pour les C.E.G. au profit des C.R.A. Il a souligné enfin qu'un effort budgétaire supplémentaire soit consenti en faveur de la sécurité des établissements.

ÉTUDIANTS EN MÉDECINE

L'I.S.T.H.

Fort d'une réputation universitaire reconnue depuis 10 ans, ce centre prépare aux

PCEM 1 et 2

- Petits groupes de 10 à 12 étudiants (voir les C.H.U.)
- Médecins enseignants confirmés
- Contrôle effectif des connaissances
- Diplôme, diplôme et inscription
- Institut privé des sciences
- 4, rue de la République, 75001 Paris
- (M^{rs} Miram - Eglise d'Alsace)

ÉDUCATION

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La commission des affaires culturelles émet un avis défavorable sur le budget des universités

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, a tenu le mardi 29 octobre, pour examiner le budget des universités, M. LOUIS LE PENNEC, député socialiste des Côtes-du-Nord et rapporteur pour avis, a notamment déclaré que ce budget « ne tendait pas dans la juste direction ».

« Le budget des universités », a-t-il déclaré, « ne tend pas dans la juste direction ». Il ne permet pas de réaliser les objectifs de la loi de 1971, notamment en ce qui concerne la formation des étudiants, la situation des enseignants et l'ouverture de l'enseignement vers l'extérieur. Après avoir conclu que ce budget « ne permettait pas d'atteindre les objectifs de la loi de 1971 », la commission a émis un avis défavorable à l'adoption du budget des universités.

En revanche, elle a donné un avis favorable au projet de budget de l'éducation, après examen du rapport présenté par M. JACQUES SODRILLI, député U.D.R. des Ardennes. M. Sodrilli s'est également fait connaître en faveur de l'éducation, dont le budget a doublé en dix-huit ans et dont les crédits d'expansion représentent en 1974, encore les deux tiers des postes de fonctionnaires créés. Il n'a pas moins demandé à la commission d'insister sur les recommandations en faveur du développement des matériels scolaires, du maintien des C.R.A. et des C.E.G. ruraux, du respect des engagements sur la gratuité, d'une action spéciale pour la santé scolaire, d'une meilleure rémunération des enseignants, de la réduction de leur carrière et d'un glissement progressif des crédits versés pour les C.E.G. au profit des C.R.A. Il a souligné enfin qu'un effort budgétaire supplémentaire soit consenti en faveur de la sécurité des établissements.

Pour suivre à la radio les cours d'Anglais de la BBC

A L'ECOUTE DE LONDRES

Toutes les émissions en français

Abonnement 12 N° par an, F 38,40

Indiquer genre et adresse

à l'EDITIONS DISQUES BOCAL

10, rue de Saint - JACQUES PARIS

CLASSE EXPERIMENTALE

Messy - Anthony

Enseignement individuel pour enfants en difficulté scolaire

Descript. et renseignements : Centre

22, rue des Ombelles 75013 Paris

un costume ne s'achète pas à la légère... c'est pourquoi la collection de **C&A** est sérieuse

les **coloris** mode sont là, les bleus, les roux, les foncés, mais sans oublier pour cela les classiques gris, marron et marine

les **dessins** de l'actualité sont présents, les faux unis, les carreaux fenêtrés, les princes de Galles, les pieds de poule, mais aussi les unis toujours très recherchés

aussi bien le **style** dans le vent, veste cintrée surpiquée, poches plaquées et pantalon ajusté, que le style plus traditionnel moins près du corps

21 tailles prêtes à porter

le rapport **qualité/prix**, constant dans notre collection, dont voici deux exemples significatifs.

costumes pure laine vierge poches plaquées **420 f**

poches ville **480 f** les deux pièces

550 f avec gilet

C&A

maine-montpamasse, rivoli, vélizy 2, ulis 2, rosny 2, créteil

la pierre est sûre

55% des français le disent*

Sûre, elle ne l'a jamais été autant. Aujourd'hui, l'or a perdu son assurance sereine, cette "aura" de sécurité qui l'entourait. 7% seulement des français lui restent fidèles. La pierre est sûre, oui mais peut-être pas n'importe quelle pierre... Vous pouvez donc faire confiance à la Seeri, car elle ne prend rien à la légère : ni la situation des immeubles, ni les plans des appartements, ni leur surface ou leur agencement. Pas plus que la qualité des prestations proposées. Ce que la Seeri construit, elle le construit bien.

■ LE RÉPUBLICAIN

88/94, rue Amélot, Paris 11^e
Tradition et progrès : le cœur de Paris ouvre ses portes au modernisme élégant d'un immeuble dont les prix sont très compétitifs. Quelques appartements en prix fermes et définitifs. Livraison courant 75.

■ LE GAULÉ

52/56, rue de la Croix-Nivert, Paris 15^e
Au cœur du 15^e traditionnel et vivant, une situation plus que pratique : à votre porte, un éventail de commerces et de nombreux transports.

■ LE NOUVEAU 15^e

22, rue Violet, Paris 15^e
Un noble voisin : le Champ de Mars. Un immeuble de bon goût. Prix fermes et définitifs. Livraison début 75.

■ LE PASTEUR

201/203, rue de Vaugirard, Paris 15^e
Verdure et animation : séparés d'espaces verts des immeubles dont le luxe est l'espace fonctionnel, à proximité du nouveau Montparnasse.

■ LE BOULGIONE

63, Bd Rochechouart, Paris 9^e
Dans un quartier central, une réalisation élégante, des appartements très luxueux. Prix fermes et définitifs. Livraison printemps 75. Studio modèle. Avec la participation SINVIM.

■ LE CHARLES-MICHEL

38 bis, rue des Entrepreneurs, Paris 15^e
Légèrement en retrait d'une petite place sympathique et agréable où convergent les rues commerçantes. Prix fermes et définitifs (parmi les plus bas du 15^e). Livraison printemps 75. Appartement modèle. Avec la participation SINVIM.

■ LE CHATEAUBRIAND

72/76, rue de l'Église, Paris 15^e
Dans un 15^e particulièrement calme, un petit immeuble de haut standing, des plans très bien étudiés et le square Violet comme jardin.

■ LES CLOS D'AUTEUIL

65, rue Chardon-Lagache, Paris 16^e
Le résident y goûte la pratique. Dans un 16^e facile à vivre, le standing de trois immeubles posés dans des jardins.

■ LE WINDSOR

41, rue de la Ferme, 92 Noilly/Seine
Neuilly au superlatif... Neuilly Saint-James : celui du raffinement et de l'élégance. La juste mesure d'un tout petit immeuble de 3 étages. Prix fermes et définitifs.

■ 71, BOULEVARD D'AUTEUIL

11/13, Bd d'Antenn, 92 Boulogne
L'exception au plein sens du terme : un très luxueux petit immeuble de 3 étages face à Roland Garros et au Bois de Boulogne. Livraison fin 75. Prix fermes.

■ 146, RUE DU CHATEAU

146, rue du Château, 92 Boulogne
Tous les avantages de Boulogne. Des appartements réellement fonctionnels et des grandes surfaces.

■ ASNIÈRES-STATION

3/7, rue de la Station, 92 Asnières
3 petits immeubles en plein centre d'Asnières. A 10 minutes de Paris-Saint-Lazare. Il ne reste qu'une quinzaine d'appartements. Prix fermes et définitifs. Livraison début 75.

■ HAUTE-VUE

264, Bd Saint-Denis, 92 Courbevoie
Dans le Courbevoie résidentiel et à 15 minutes du quartier Saint-Lazare, un petit immeuble qui regarde la Seine et Paris. Prix fermes et définitifs. Livraison début 75.

■ LE SILVESTRE

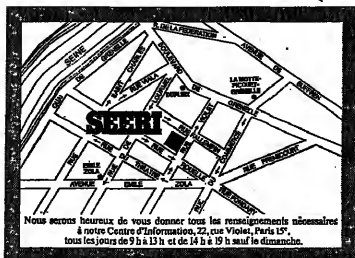
187/191, rue Armand Silvestre, 92 Courbevoie
Courbevoie aussi agréable que pratique : dans un quartier calme et verdoyant. Une réalisation de grand standing, toutes les commodités à proximité, et Paris-Saint-Lazare à 15 minutes.

■ 79, AVENUE ARISTIDE BRIAND

79, avenue Aristide Briand, 92 Montrouge
Paris à deux pas : la porte d'Orléans est à 500 m. Des plans très étudiés, des prestations de qualité.

la garantie Seeri c'est vingt ans de références

*Résultat de l'enquête Soifée-Vie Française - L'Opinion du 12.09.74.



Nous serons heureux de vous donner tous les renseignements nécessaires à notre Centre d'Informations, 22, rue Violet, Paris 15^e, tous les jours de 9 h à 19 h et de 10 h à 19 h le dimanche.

SEERI

FILIALE DES COMPAGNIES
D'ASSURANCES DU GROUPE DROUOT

22, RUE VIOLET, PARIS 15^e
734 32.80/567 54.02



BON A RENVoyer A SEERI, 22, RUE VIOLET, PARIS 15^e

M

Demeurant

Je désire recevoir, sans engagement de sa part, une documentation sur les réalisations SEERI cédées ci-dessous :

☐ LE RÉPUBLICAIN ☐ LE WINDSOR
☐ LE GAULÉ ☐ LES CLOS D'AUTEUIL
☐ LE NOUVEAU 15^e ☐ 146, RUE DU CHATEAU
☐ LE PASTEUR ☐ ASNIÈRES-STATION
☐ LE BOULGIONE ☐ HAUTE-VUE
☐ LE CHARLES-MICHEL ☐ LE SILVESTRE
☐ LE CHATEAUBRIAND ☐ 79, AV. A. BRIAND
☐ LES CLOS D'AUTEUIL

M 30/10

مكتبة الامم

صوتك في الامم

DES ARTS

Peindre pour dépeindre

NOUVELLE SITUATION DE DAVID HOCKNEY

Un film, une exposition, David Hockney vient d'être élu et nommé à la présidence de la Royal Society of Arts, ce qui est une distinction d'importance. Mais son œuvre, qui est une œuvre de la peinture, est-elle aussi une œuvre de la sculpture ?

Il y a l'anti-avant-garde. Mais il y a l'histoire, car Hockney vient d'être élu et nommé à la présidence de la Royal Society of Arts, ce qui est une distinction d'importance. Mais son œuvre, qui est une œuvre de la peinture, est-elle aussi une œuvre de la sculpture ?

Il y a l'anti-avant-garde. Mais il y a l'histoire, car Hockney vient d'être élu et nommé à la présidence de la Royal Society of Arts, ce qui est une distinction d'importance. Mais son œuvre, qui est une œuvre de la peinture, est-elle aussi une œuvre de la sculpture ?



David Hockney, 1974.

ce qu'il peint : une atmosphère qui fait de ses tableaux des peintures intérieures. Mais sa manière change avec le temps, avec sa propre personnalité, qui découvre et veut affirmer. Il est le cas de Picasso qui changeait de style tous les jours au début, et qui le peintre exprime sa vie. Ainsi Hockney, pour exprimer sa vie, il a besoin de figures de la vie. Il a besoin de figures de la vie. Il a besoin de figures de la vie.

la manière est celle des dessinateurs français pré-impressionnistes, au moment où le réalisme découvrait les contours de la vie et le rôle des couleurs. Le dessin et le trait, les portraits de ses amis (Celia, son modèle favori), le docteur Lamb, le docteur Spender (et de ses parents) révélaient un univers de relations directes et immédiates.

Dans ses bords ou moins bons moments, Hockney est un initiateur qui peint pour dépeindre. Mais son œuvre, qui est une œuvre de la peinture, est-elle aussi une œuvre de la sculpture ?

Il y a l'anti-avant-garde. Mais il y a l'histoire, car Hockney vient d'être élu et nommé à la présidence de la Royal Society of Arts, ce qui est une distinction d'importance. Mais son œuvre, qui est une œuvre de la peinture, est-elle aussi une œuvre de la sculpture ?

Il y a l'anti-avant-garde. Mais il y a l'histoire, car Hockney vient d'être élu et nommé à la présidence de la Royal Society of Arts, ce qui est une distinction d'importance. Mais son œuvre, qui est une œuvre de la peinture, est-elle aussi une œuvre de la sculpture ?

Le retour à une peinture d'histoire. Ce sont eux qui rendent le mieux compte de la personnalité de Hockney : c'est fin, précis, d'une texture riche et sensuelle. La peinture de Hockney n'est pas une peinture de la vie, mais une peinture de la vie.

JACQUES MICHEL. Ce qui est intéressant, c'est que Hockney, au début de sa carrière, était un dessinateur. Il était un dessinateur. Il était un dessinateur. Il était un dessinateur.

AFFICHES SOVIÉTIQUES

Messages rouges en noir et en couleurs

L'affiche soviétique ne joue certainement pas dans l'histoire politique du pays. Elle est capitale qu'elle est soviétique, lorsqu'elle peut porter un message : « C'est un message qui s'adresse à tous les citoyens, à tous les citoyens, à tous les citoyens ».

L'affiche soviétique n'est pas une œuvre d'art, mais une œuvre de la politique. Elle est une œuvre de la politique. Elle est une œuvre de la politique. Elle est une œuvre de la politique.

Moins tributaire du thème et des schémas traditionnels, l'affiche soviétique est une œuvre de la politique. Elle est une œuvre de la politique. Elle est une œuvre de la politique. Elle est une œuvre de la politique.

GAL. CLAUDE JORY
22, 75-Saint-Basile, Paris-8
01-46-46-46
A. HUBERT

FERNAND LÉGER
PEINTURES
CENTRE D'ART INTERNATIONAL
Boulevard Raspail - Paris (6)
Tous les jours de 10h à 18h

INVITATION
12000
TWELVE MILE CREEK
artistes de la peinture du NIAGARA
5, rue de la République - 93135 St-Denis

galerie eric fabre
21, rue de Seine (7)
24 octobre - 3 novembre

GALERIE FRAMOND
FRAMOND, BORES, GARBELL
3, rue des Saints-Pères (7)

GALERIE JEAN CAMION
à rue des Beaux-Arts (7)
Javotte MARTIN
20 oct. au 17 nov.

Centre Culturel Suédois
11, rue de la République
PEINTRES NAIFS SUÉDOIS
de 1830 à nos jours
Tous les jours de 10h à 18h

Wally Findlay
Galleries International
10, rue de la République - 93135 St-Denis

exposition
bernard GANTNER
18 oct. - 23 nov.
en exclusivité
30 peintures contemporaines
SIBIRIA - FAVEN - KLUGE
MOORE-HENRY - SERRE - LE PUIS

F. DAVIS Y. GREFF
Galerie de France
3, rue de la République - 93135 St-Denis

SOULAGES
Bram Van Velde
COURTIN
ALECHINSKY
17 octobre - 17 novembre

Impressionnisme, post-impressionnisme
2, av. Matisson - Paris 8
10 oct. au 17 nov.

GALERIE DES OREYEVES
64, quai des Orfèvres - 75001 Paris
RIKSLABBINCK
28 octobre - 16 novembre

GALERIE ALIER
140, boulevard Haussmann - 75009 Paris
MIHAILOVITCH
28 octobre - 16 novembre

KOSTA ALEX
JEANNE BUCHER
LA FLOUQUE
10, rue de la République - 93135 St-Denis

F. DAVIS Y. GREFF
Galerie de France
3, rue de la République - 93135 St-Denis

SOULAGES
Bram Van Velde
COURTIN
ALECHINSKY
17 octobre - 17 novembre

Impressionnisme, post-impressionnisme
2, av. Matisson - Paris 8
10 oct. au 17 nov.

MAISON DU DANEMARK
10, rue de la République - 93135 St-Denis
PEINTURES DE PREBEN HORNUNG
SCULPTURES DE SOREN GEORG JENSEN
Tous les jours de 10h à 18h

fabien boulaika
20 rue de la République - 93135 St-Denis
IRA BERNARDINI
28 octobre - 16 novembre

GLOECKNER
1 octobre - 16 novembre
Galerie 5
4, rue de la République - 93135 St-Denis

GALERIE ALBERT VERBERE
7, place Fribourg
75006 Paris
PIAUBERT
peintures récentes
25 oct. - 24 nov.

MOULIN DE VAUBOYEN
Aubert (Sein-et-Marne, 13 km de Paris, porte de Châtillon au pont de Sèvres)
CHAPLAIN-MIDY
26 octobre - 1^{er} décembre

GENEVIEVE BRERETTE
28 oct. au 17 nov.

MAISON DU DANEMARK
10, rue de la République - 93135 St-Denis
PEINTURES DE PREBEN HORNUNG
SCULPTURES DE SOREN GEORG JENSEN
Tous les jours de 10h à 18h

fabien boulaika
20 rue de la République - 93135 St-Denis
IRA BERNARDINI
28 octobre - 16 novembre

GLOECKNER
1 octobre - 16 novembre
Galerie 5
4, rue de la République - 93135 St-Denis

GALERIE ALBERT VERBERE
7, place Fribourg
75006 Paris
PIAUBERT
peintures récentes
25 oct. - 24 nov.

MOULIN DE VAUBOYEN
Aubert (Sein-et-Marne, 13 km de Paris, porte de Châtillon au pont de Sèvres)
CHAPLAIN-MIDY
26 octobre - 1^{er} décembre

GENEVIEVE BRERETTE
28 oct. au 17 nov.

Mélange des genres à Saint-Denis
Figaro gangster et Rossini sur le boulevard

ELIXE était belle, elle était pure, elle chantait comme un ange, elle s'appelait Romy. Lui, répondait au nom de son père, il avait dix-huit ans. Vira s'étaient aperçus, aussitôt et passionnément, entre les grilles du collège Roseini. Ils étaient vides un samedi soir.

Mais elle vivait dans la maison de son tuteur baron de Dur d'outre, qui ne l'aimait pas tout à fait comme un père. « Pour moi », disait-il, « ce n'est qu'une fille, une jeune personne, une créature », soupçonnant peut-être, en sa jeunesse, deux fugues manquées. Et elle revint à son Vira, perdit la conquête de l'Ouest, comme une pauvre classe dans la police montée.

Le bandquier Almas, le sénateur Almas... « Monseigneur Almas, je vous prie de m'excuser de rendre si court votre fils qui est un grand homme petit, et se ferait de toi un bourgeois, si tu n'étais un grand homme » à tout faire. « Fais-moi un homme », répond le gangster, qui ne donne pas de suite à la demande. « Tu es le seul à me faire plaisir », dit-il. Il veut amener Rossy au Metropolitan Opera. Caché dans un landau dans la foule, il se fait remarquer par le chargé d'affaires dans le vestre de Bario. L'enfant, échappé de peu à Braccio, se fait remarquer par Tarnant, devient clown dans le spectacle de la troupe italienne. Hommage à la France. Pellini-U.S.A. Buffalo Bill. Mort de Rondoli Vassallo. Le grand bandit se retrouve enfin, en plein désert.

« Happy and me » : ils reviennent à New York. « Pig » est beaucoup d'argent. Trop d'argent. Il se fait un infarctus sur la voiture d'un chauffeur. Le chauffeur est le « gentil maquereau ». Voltaire, le glé par son infirmière (qui s'est tuée). Il est le jour du bandit de 1932.

L'auteur de cette folle équipée ? Beaumarchais, bien sûr, le trafiquant d'armes le champion de l'indépendance des États-Unis, le grand Jacques-Louis David par son Valentin, le héros du nouveau roman dramatique musical national de Saint-Denis. Pour quinze représentations au Théâtre Gérard-Philipe, le *Barbier de Séville*, rebaptisé *Figaro et Figaro* là, s'est donc transporté à Chicago. Les « adaptateurs » ont pu en dire ce qu'ils ont voulu du texte. Mais à peine plus que Rossini, dont les clichés d'ailleurs l'opéra par bribes et dans le désordre, comme des « encarts »



parodiques chantés en pourpo
du XVIII^e siècle

Ce dédoublement des personnages, notes tout un système de contrepointes, continue d'être chantée en tenue de scène, les acteurs en costume de ceux qui gardent la peau blanche, les autres en ceux qui ont les mains sales, les uns qui ont le perruque et les autres qui ont les favoris, les marionnettes grimaçant, et qui poussent la romance pour la scène. Les seconds défendent la peau dans les cintres. Et l'homme qui se fait le croûte rouge (Haxnel), Magnan, qui se fait le Pige se beurte au comte Abbe Viga (Roger Battodon), le XVIII^e siècle toute la Scène note. « *Ne me semez pas du même moulin* », dit-il à son partenaire, « les marchands du ruisseau. Mais l'histoire donne pour vrai ce que la musique commente. Et l'opéra se retrouve bel et bien sous

C'est très drôle, rythmé
scènes-éclair à un train d'en
bourré de gags à rallonges, po-
tuté au piano-jazz par Jean Wle
et hurié par des acteurs é-
plochés judicieusement pour le
dérats; plus ils se moquent de
gaires, plus ils jurent et se
interposés stylistes et ripollés
« vrai » barby de Seville.

ANNE REY

* Prochaines représentations
à (A) (B) (C) le 10 novembre
17 h. au Théâtre Gérard-Philips
Saint-Denis.

«LE CHAUD LAPIN»
Le cinéma familial de Pascal Thomas

L'ironisme film de Pascal Thomas s'appelle le *Chaud Lapin*. C'est, fondamentalement, un film satiré. Cependant, pour les raisons mêmes de son titre, il est aussi et surtout pour le bonhe plaisir, *un jeu* et *un plaisir*. Le *Chaud Lapin* méritait une certaine attention: on y trouve, entre les lignes, une réflexion sur la France, un portrait « en creux » de la France de la majorité silencieuse, ses aspirations, sa beauté, ses maigres, et ses fautes.

Le « chand khalil » s'appelle, naturellement, Wallim, employé de banque, bon parleur, blagueur trop clac, mais vraiment le phynique de l'emploi — c'est Bernard Menez qui joue le rôle, — mais une assurance qui tient de l'insouciance. Ici, ce marche: on l'invire à des bals commodes; il est poursuivi

Pu de stances, l'ère de la coéducation.
 L'ère de la coéducation, c'est l'ère de la
 culture, moderne, donc l'idéologie est
 inscrite dans les mœurs pour en
 faire un p'tre s'rieux, c'est la v'ité ;
 la v'ité de demain qui, plongé dans la
 ne de la réalité, va devenir un véritable
 agent de la culture, de la culture
 (humanisme), bien sûr, mais la
 la v'ité s'rieuse, c'est la dernière
 de la v'ité familiale : le petit monde
 de Pascal Thomas. La famille qui se
 ne pas comme on a vu la messe le
 dimanche matin, une instruction dans
 l'ordre des choses que la vie moderne
 nous impose, c'est la v'ité, c'est la
 culture, moderne, s'rieuse.

[illegible]

MARTIN EVEN:
★ Concordia, Lumière, Saint-Germain-Studio, Montparnasse - Pathé, Gaumont-Convexion, Clichy-Pathé, Hanteauville, Studio-1, Jockey.

« La Déesse d'or » par le Chêne noir

OCTOBRE à Arignon. Dans le nuit froide, la place de l'Horloge a retrouvé un calme provincial, la place du Palais-de-Papes est déserte, les arènes sont repertes escoumées hors accords du silence et d'essence orientale. Mais de jeunes étrangers arrivent encore dans les rues apaisées, humant les traces du lit, souriant aux saloumbours du marchand de journaux : c'est

Des pincaux de lumière sculptent les visages, creusent les orbites, découpent des ombres. De la nuit surgissent trois veuves figées dans leur résignation, et les doulogues fantôme d'une mère qui vieillit, attentivement et douloureusement, une femme, tendre balustrade, entraîne le héros vers des rivières, des plages détreillées par les loileux et aussi plantées, l'entraîne au fond des mers, aux

du Festival est terminée, on ne parle pas encore du prochain, mais, place des Carreaux, André Bénédicté prépare son nouveau spectacle et ruine l'attente. Carreaux, c'est l'œuvre d'André qui est devenue son théâtre, le Théâtre du Chêne noir, Gérard Belin l'apprend pour quelques jours de la tournée de la compagnie. Avant de partir dans une longue tournée qui le mènera entre autres

Soudain de l'Amour, Voyage au monde de justice et de générosité, pour « la perfection du bonheur », lui lointain des révolutions. Mais sur les chemins du monde, il se trouve que l'œuvre d'André est accompagnée par le « prochain agressif », traversé sans cesse rochers, caravanes pathétiques, les chemins du désespoir. Les chemins du désespoir, les chemins du désespoir.

[illegible]

commence dans un supermarché, et
dit celle d'un homme qui
s'adresse à son épouse, et
où il réunit pas un esclive, le
turban des clients et celui des
marchandises... Un supermarché
où les litiges, d'ordres, les
belances, les règlements, les
comptes des amuseurs en pelote
dans les bras d'un enfant, où se
voit, à ceux qui ne veulent pas
se faire danser, danser, danser
pendant, l'amour flétri.

La Déserte d'or représente quel-
que chose de neuf, une étape dans
le travail du Chinois noir ; cette
manière de construire l'espace
avec les mots, les images, le
goût du trépassé, comme à Gérard
Gelas, sans pour autant abandon-
ner son rêve d'amour et de Justice,
reconnaître que l'écriture est
un art, et non pas une façon de
vivre.

COLETTE GODARD.

COLETTE GODARD.

LA PAGODE
57 bis, rue Richelieu, tél. 507 81 31

Françoise Rosay
Louis Juvet
dans

**LA KERMESSE
HÉROÏQUE**

le chef-d'œuvre de
Jacques Feyder

STUDIO MARIGNY
Centre Marigny - Bât. 20 74
Miro, Champs-Élysées, Champs-Élysées
Séances à 20 h. et 22 h.
LA DIVINE
(Hommage à GRETA GARBO)
e films en alternance

LE 3^e CRI



Film Suisse d'Anni NIDDA

« Le ton du film prend le porce et boue l'extrême jusqu'à en faire un... »
 « L'autre »
 « Le 3^e est allé intelligemment les diriger du suspense aux rigueurs de l'analyse psychologique. »
 (Jean de Baroncelli, *Le Monde*).
 « Rien qu'une histoire d'affaires... avec de subtiles nuances... »
 (Gilles Jacob, *L'Express*).
 « Un roman expérimental incarné par Jacques Datin, l'acteur hollywoodien qui s'est fait connaître dans les films de Sam Peckinpase... »
 (Gilles Clouet, *Le Quotidien de Paris*).
 3^e LUXEMBOURG (1^{er}) - MED. 97-71
 2^e LUXEMBOURG (1^{er}) - VOL. 51-71

ARLEQUIN -75 rue de Rivoli
L75 0025

festival
SCIENCE
FICTION

**SALLES CLASSÉES
CINÉMAS d'ART
et d'ESSAI**
(A.F.C.A.E.)

LE SEINE Cinéma
8, rue Frédéric-Sauton. — 325-95-99
à 12 heures (sauf dimanche) **LA CHINE**
à 14 h., 16 h., 18 h., 20 h., 22 h.
LA VÉRITÉ
SUR L'IMAGINAIRE PASSION
D'UN INCONNU
Un film de Marcel RANOUX

LE SEINE Studio
8, rue Frédéric-Sauton. — 325-95-99
à 12 heures
(sauf dimanche) : **LA VALLÉE**
de Barbet Schroeder
à 14 h., 15 h. 30, 17 h., 18 h. 30,
20 h., 21 h. 30
OLIVIER MESSIAEN
ET LES OISEAUX

ET LES OMBRES
en film de Denise TUAL

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 1
36, rue Saint-André-des-Arts - 326-68-18
DE 12 HEURES A 24 HEURES :
GÉNÉRAL IDI AMIN DADA
de Barbet SCHÖEDER
A 12 HEURES ET 24 HEURES :
VIVRE SA VIE

de L.-L. GODARD

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 2
30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-10
DE 14 HEURES A 24 HEURES :

LA COUSINE ANGELOÏSE
de Carole SAURA
A 12 HEURES ET 24 HEURES :

PIERROT LE FOU
de L.-L. GODARD

PETIT ODEON 18 h 30
Réouverture le 1^{er} novembre
avec les créations de
L'ÉTERNITÉ
DEPOIS LE DÉBUT
de Philippe MADRAL
Salle transformée
Prix 12 F - Étudiants 7 F
Renseignements : 326-70-32



THÉÂTRE
GÉRARD
PHILIPPE
DES SAINT-DENIS

Jeudi 31 à 20 h. 30
 la Maison de la Culture
 de la Seine - Saint-Denis
 le Théâtre Gérard-Philips
 présentent
LE CHANT DE L'HOMME
 par le
**THÉÂTRE BALLET
 DE TOULOUSE**
 Michèle Luczès - Serge Dekramov
 musique Bernard Lubat
 avec le groupe
 Expérience Percussion
59, bd Jules-Guesde - 243-00-59

Un film à voir — F



Edith SCOB

ERICA MINOR confirme remarquablement dirigées. C'est la première fois qu'un jeune pour 30% propre compte, l'Institut sur le langage du cinéma contemporain Chinoise, de Bertrand van EFFE. Edou SCOB, c'est le discours; halle Brigitte FOSSET, c'est l'étudiante en culture, pour aller travailler en us

Le jeudi 31 octobre à 21 heures,
le Théâtre Hébreux nous fera
honneur à Jacques Copelan à l'oc-
casion de la sortie du livre de
M. H. Dassi et les Registres de
Copelan. Les auteurs sont :
Valentine Travers, Fernand Ledoux,
Simone Valère, Jean Demilly, etc.
Ce communiqué tient lieu d'invita-
tion à tous les amis du théâtre.

MARIE BELL
A partir du 7 novembre
PAUL
MEURISSE
NICOLE
COURCEL
CHER MENTEUR
Comédie de
JÉRÔME KILTY
Version française de
JEAN COCTEAU
Mise en scène de Jérôme KILTY
Décor de Charles SEVIGNY

Juliet BERTO

l'actuelle suprématie helvétique.
L'écologiste s'affirme en reconnaissant
qu'a pu avoir Jean-Luc GODARD
dans « Erica Minor » ou l'« Après-
ERRE »
« ... mais parfois, d'une « scientifique ».
« ... et rompt avec son maître, avec sa

A PARTIR DU 4th NOVEMBRE
THEATRE DE LA
PORTE ST.MARTIN
LE GRAND
MAGIC CIRCUS
ET
NICHÉLINE PRESLE
DANS



GOOD BYE
MR.
FREUD

CONRACK
de MARTIN RITT
avec JOHN VOIGHT



(à voir absolument)

action christine
4, rue Charlevoix (P) - 325-95-78

me, arrêtée au lundi soir : 3.937 entrées

ERICA MINOR
un film de
Bertrand VAN EPPELTERRE
ACTUELLEMENT
Studio LOGOS
A partir du 30 octobre
Studio RASPAIL
continuant au programme
« LA MORT DU RAT »
de Pascal AUBIER


Brigitte FOSSEY

sur le marché européen du cinéma. Trois comédiennes
Louis MARCORELLES (LE MONDE du 10-6-1974)

Juliet BERTO, c'est l'ascétique-type dans son comportement fait de
ruse et d'agressivité à l'égard des hommes, séduis et fumeux.
Conclusion ? Il n'y en a pas. On peut reprocher, supercher ou trop
figure de femme qui domine le meilleur d'un homme d'extra-
« Kline Minor » est un beau film contemporain, dont une seule vidéo
l'opéra pour tous les secrets, toutes les questions posées.

Jacques BOLLIER
(Le Monde du 22-10-74)

LA MICROFICHE CHEZ LES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES

L'EVENEMENT est peut-être moins surprenant que la rapidité avec laquelle il survient : après Berliet, Renault, Citroën et Saviem ont décidé, eux aussi, d'adopter le « système microfilm ».

Comme Berliet qui faisait jusqu'ici figure de pionnier, ces constructeurs automobiles français viennent d'adopter la microfilm Kodak pour l'édition de leurs catalogues Pièces de Rechange.

La maintenance de leur parc de véhicules pose à tous les constructeurs automobiles des problèmes considérables. Bien sûr, leurs services après-vente leur concurrencent, successivement et à d'autres points de vente, d'autres marques, mais les catalogues de références dans lesquels toutes les pièces détachées sont classées sont indispensables. Mais ces catalogues papier sont loin d'être satisfaisants.

En tout état de cause, leur travail est moins rapide que la mise au point d'un nouveau véhicule : chaque nouveau modèle nécessite une innovation technique nouvelle et des mises à jour conséquentes.

Ces mises à jour, les utilisateurs n'ont pas toujours la possibilité de les attendre, ils exigent eux-mêmes les catalogues, et les implémentent une partie de temps considérable.

[illegible]

En tout état de cause, leur perception est moins rapide que la nôtre : chaque mot se transforme en une nouvelle image, chaque image en une nouvelle technique d'innovation. Les mises à jour continu-elles.

Ces mises à jour, les utilisateurs n'ont pas toujours la possibilité de les attendre : ils corrigent eux-mêmes les erreurs. Ce qui implique une perte de temps considérable. Si comporte, en outre, une certaine quantité d'erreurs, matérielles, à différents niveaux des commandes, cellu- laires, des données, des informa- tions des frais pour les utilisateurs comme pour le constructeur (matériel, pièces, etc.) et sur- tout, bien sûr, les erreurs, in- volontairement des clients dont le véhicule est immobilisé.

Enfin, les utilisateurs ont besoin que des catalogues papier mar- qués à l'encre, corrigés, rasu- rés, viennent à eux, que ce soit par ou par moins illimités.

LA MICROFICHE :
SOUPLESSE ET SIMPLICITÉ

LES problèmes liés à la maintenance des véhicules ont toujours existé. Mais d'année en année, ils ont pris de l'ampleur. Les pièces de rechange « d'après » par des difficultés d'approvisionnement ont pu être remplacées par des pièces de qualité plus ou moins long terme, la compétitivité d'un constructeur automobile a pu être mise en jeu, son existence même, en péril.

Considérée de ces dangers, les constructeurs automobiles français ont décidé de mettre au point un système de données, à la fois plus moderne et plus performant que les systèmes existants. Ils ont créé le système microscop.

Le microscop est un système de fichiers informatiques qui permet de gérer la microédition des catalogues

microscop fonctionne le système microscop ? Le système est et la simplicité en sont les atouts. Il est accessible au niveau de l'éditor, comme celui de la consultation.

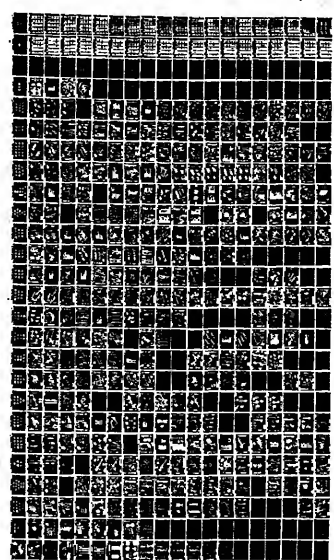
Au départ, dans ce cas, les données qui contiennent la réalisation d'un catalogue microscop sont les mêmes que celles d'un catalogue papier : d'une part, un ordinateur qui fournit les données ; d'autre part, à partir d'un fichier-cartes ou d'un fichier-banque ; d'autre

BERLIET : le précurseur

LA Société des automobiles M. Berliet a fabriqué jusqu'en 1974, 23 983 véhicules, plus de 20 tonnes de P.T.C. soit 49 % de la production française. Le département

les planches représentant les pièces en a éclairé. Nomenclatures et dessins sont juxtaposés pour former des pages. Mais au lieu d'être édités, ces pages sont simplement photographiées; puis, au cours des années, on s'est-à dire réduites vingt, quarante fois ou plus. Les prises de vue terminées, le film est emboîté dans des boîtes de dix minutes, et enfin monté avec une bande-titre.

On obtient ainsi une première micrographie qui le troupeau. Un certain nombre de microcopies (images) sont réalisées à l'aide d'un appareil photographique; cette microfilm est la microfilm mère qui sera utilisée pour réaliser la copie à 12 ou 24 copies. Il est la duplicature en autant d'exemplaires voulus. Si plus de 24 copies sont nécessaires, il suffit de dupliquer à nouveau la microfilm mère. On peut ainsi réaliser un nombre de 3 grammes et peut être plus de copies. Les données d'informations, textes et schémas.

[illegible]

PR 226	SAVIEM SE 2 -MAN		SAVIEM O
	n° II	BZ-1874	

Microfiche KODAK — grandeur nature — pouvant comporter plus de 500 pages de documents 21 X 29,7 cm.

piers, le gain de place est de l'ordre de 85 %.

c) L'économie réalisée est un avantage essentiel. La simplicité du montage et la fabrication se répètent directement sur le prix de revient.

Par ailleurs, le coût du support moyen est inférieur à celui des supports faibles que celui du support papier — d'autant plus que ce dernier subit des hautes de plus en plus fortes.

Le coût d'un microfilm équivalent à plusieurs disques, plusieurs centaines de pages, est

place, s'abonnent rarement à une collection complète de catalogues papier, n'hésitent pas cependant à acheter une collection de catalogues microfilmiques exposant une information exhaustive. Ils sont alors en mesure de répondre à toute quelconque demande d'un client occasionnel.

En termes économiques, même si l'on tient compte du faible investissement que constitue l'achat d'un ou de plusieurs appareils de lecture, le système microfilmique apparaît

Qu'il soit catalogue microfilmé est également frais d'expédition mais, si l'on veut, on peut le faire sous cette forme, peuvent être glissés dans une simple enveloppe timbrée à 90 centimes.

Enfin, si l'on veut, on peut faire catalogues microfilmés et la possibilité de mises à jour fréquentes éliminent pratiquement les réserves de fonds et les commandes. De plus, les concessions

Un autre mérite de la microfilmographie est de ne pas obliger de laisser voir les livres...

DE MULTIPLES APPLICATIONS

PARCE qu'elle apporte une solution révolutionnaire à tous les grands problèmes liés à l'utilisation du papier, le volume des documents, leur coût, leur diffusion, accès à l'information, etc., la microédition intervient dans les domaines de la culture, de l'économie, des sciences, toutes les administrations surchargées de papiers.

Les applications ne concernent donc pas uniquement les catalogues PR des constructeurs automobiles, l'enseignement, la recherche scientifique, la presse, la communication ; deux revues spécialisées, *Info Informations*, *Info Médicale*, paraissent déjà sous forme de microfiches. La recherche scientifique, la géologie, l'astronomie et plus généralement les industries de pointe, l'industrie chimique, l'industrie électronique, ont recours à des expériences et à des essais, l'utilisent. Les banques et les grandes sociétés de service y ont vu l'opportunité de leur faciliter l'accès à l'information, à la documentation qu'apportent d'énormes fichiers et d'interminables listes. Les entreprises de l'industrie chimique ont vu dans les produits de grande consommation ou des gammes de produits diversifiés un reconquête en double avantage : l'écologie et l'économie. Elles ont vu que la microédition (enregistrement, lecture, traitement, classement, classement, classement) des circuits d'information, situation géographique, les services de la clientèle, les données

Grâce à la microédition, l'impression, la diffusion, le stockage, la consultation de tarifs, de fichiers, de catalogue, de manuels de références, de documentation de toutes sortes, sont réellement des mini-problèmes.

KODAK ET LA MICROÉDITION

ENTERPRISE pionnière dans le secteur de l'industrie du film, Kodak a été amenée, très logiquement à la microédition, qui n'est autre chose que l'édition sur film. Sa capacité technologique lui permet d'ores et déjà de se placer à l'avant-garde de cette nouvelle technique.

Mais Kodak ne se limite pas à fabriquer les surfaces sensibles nécessaires à la microédition : microfilms et microfiches. Comme pour tous les autres types d'utilisation de la photographie, Kodak propose les matériels nécessaires à la réalisation des microfiches et à leur exploitation.

Généralement posé au format normalisé 106 x 148 mm, le manuscrit est constitué de 200 pages numérotées (72), la microforme Kodak étant insérée dans d'autres formats répondant à des besoins spécifiques. En noir et blanc ou en couleur.

Selon le format, le rapport de réduction choisi et la norme adoptée pour la disposition des images, la microforme Kodak

Un puissant moyen de diffusion :

Par souci d'économie, un siège social diffuse rarement toutes les informations sorties de son département d'information.

Du lecteur portatif
à l'imprimante cathodique

Kodak propose un ensemble de matériels et services des plus

Par exemple, pour la consultation des microfiches on utilisera les appareils de lecture KODAK EKTAFLITE.

Les coûts de distribution de l'information sont minimes. Alors que mille pages de listing d'ordinateurs pèsent environ 9 kg (un gros colis postal qui n'arrive pas toujours à destination, vu

Mais si la microédition est un dérivé logique de la photographie... c'est aussi, dans d'autres cas, une aide précieuse à l'informatique.

On peut obtenir les microfiches directement de l'ordinateur à l'aide d'une imprimante cathodique, sans avoir à éditer et photographier les listings.

L'imprimante cathodique KODAK KOM 80 transcrit en noir sur microfiches les informations

Kodak

KODAK-PATHÉ
Service Microédition
Paris

Entreprises et Administrations
8 et 14, rue Villiot
75580 PARIS CEDEX 12
Tél 347.93.41

CITROËN :
600 pages: moins de 200 centimètres carrés

[illegible]

«Microscat» est une microfiche 106 x 187,5 millimètres comportant jusqu'à 200 cartes (soit 8 x 6 millimètres (quinze rangées de vingt colonnes) obtenues par réduction au 1/30 des documents originaux. Une vue correspond à une page de texte, plus une page de dessin d'un catalogue. «Microscat» est

DES CENTAINES DE PAGES POUR 1 F.

Et sucots ramportés par la microfilm chez les constructeurs automobiles français peut être aisément analysé si l'on recense les avantages de la microédition : les gains sont à la fois de temps, d'espace et d'argent.

RENAULT :
l'art de feuilleter
les microfilms

LA « gamme » Renault comprend 50 types de véhicules différents, et la documentation PR ne compte pas moins de douze mille quatre cents pages de catalogue: un seul catalogue papier risquerait d'être plus mince que la moindre difficulté. Il suffit de remplacer quelques images sur la microfiche mère et de procéder à un nouveau tirage.

Gain de temps, aussi, en niveau de la consultation de document, puisque l'utilisateur trouve très rapidement l'information dont il a besoin dans une docu-

[illegible]

$\mathbf{A} = \begin{pmatrix} 1 & 2 & 3 \\ 4 & 5 & 6 \\ 7 & 8 & 9 \end{pmatrix}$
 $\mathbf{B} = \begin{pmatrix} 1 & 2 & 3 \\ 4 & 5 & 6 \\ 7 & 8 & 9 \end{pmatrix}$
 $\mathbf{C} = \begin{pmatrix} 1 & 2 & 3 \\ 4 & 5 & 6 \\ 7 & 8 & 9 \end{pmatrix}$

AÉRONAUTIQUE

Les États pourraient être propriétaires de Concorde et le louer à l'heure de vol à des compagnies propose le président du directoire de la SNIAS

« Il faut essayer de dissocier la propriété de Concorde de son exploitation technique par une compagnie aérienne », a déclaré, mardi 28 octobre, à Paris, M. Claude Cristofari, président du directoire de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), qui a rendu compte des résultats de la tournée de l'aviation Concorde-02, du 20 au 28 octobre, sur le continent américain. L'avis de pré-étude franco-britannique a permis, sans incident, au total, l'équivalent de 40 000 kilomètres — le tour du monde — en vingt-sept heures et vingt-quatre minutes de vol, dont dix-neuf heures et dix minutes de croisière supersonique. Constatant que certaines compagnies aériennes latino-américaines, notamment, souhaitent coopérer avec Air France et British Airways qui ont un commandement Concorde à ce jour, M. Cristofari a indiqué qu'il n'y a pas de raison pour que les compagnies aériennes qui le met en service régulier, et les compagnies de l'Etat ou d'une société financière internationale et les compagnies de cette occasion, qu'à la fin de la dernière guerre mondiale, les avions subsoniques SO-Stratagème avaient été exploités par Air France selon la formule « compte-rendu », c'est-à-dire que l'Etat louait à l'heure de vol son avion à la compagnie nationale. De son côté, M. Claude Lalanne, directeur général adjoint d'Air France, a précisé que la compagnie nationale souhaitait mettre en service ses premières Concorde entre Noël 1975 et le 1^{er} janvier 1976 sur une ligne qui serait

Paris-Rio-de-Janeiro. L'avion comporterait cent sièges pour améliorer le confort des passagers. Pour la compagnie, le coût d'un Concorde, avec ses pièces de rechange, est évalué à 300 millions de francs. Les tarifs envisagés à l'heure actuelle seraient ceux de la première classe sur Paris-Tokyo ; ceux de la première classe augmentés de 10 % sur l'Asie-Pacifique nord et ceux de la première classe augmentés de 20 % sur les routes de l'Amérique du Sud, à la condition qu'un accord tarifaire intervienne avec les compagnies aériennes qui n'exploitent pas Concorde.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

**District parisien
Un délai de réflexion pour le projet d'aménagement des Halles**

Un groupe de travail réunissant des représentants de l'Etat et de la Ville de Paris sera vraisemblablement constitué pour étudier plusieurs projets d'aménagement de l'ancien carreau des Halles. Ce groupe présentera ses avis, si possible avant la fin de l'année et au plus tard avant le mois de mars 1975, trois semaines accompagnées d'études financières. Le projet de la capitale avait proposé cette solution (« le Monde » du 30 octobre), et elle a été retenue par la commission permanente des Halles, jeudi 28 octobre.

La majorité du Conseil de Paris (O.D.R., R.I., gauchistes) devait voter mercredi 30 octobre en séance plénière une délibération

allant dans ce sens. Un compromis a donc été trouvé entre les exigences de ceux qui voulaient écarter un choix imposé et les défenseurs du projet de M. Richard Boileau, soutenu par le préfet de Paris et par l'Opéra. Les élus O.D.R. ont admis l'éventualité d'un aménagement architectural au centre du carreau, et les républicains indépendants et les communistes ont accepté de laisser une certaine liberté de choix au Conseil de Paris.

De leur côté, les élus communistes ont annoncé au cours d'une conférence de presse leur intention de faire publiquement les comptes de l'opération des Halles. M. Jean Châtel a critiqué l'attitude des conseillers socialistes, qui ont quitté la salle des séances : « Vous ne pouvez pas les faire, s'écrie-t-il, déclarer. Les choses sont trop sérieuses... »

Bref, une exposition est organisée dans l'église Saint-Léon par le Centre d'information et d'animation des Halles (C.I.A.). Les propositions d'une quinzième d'architectes, bureaux d'études, etc., pour l'aménagement du quartier seront présentées afin de « marquer la réflexion ». Les organisateurs déclarent qu'ils n'ont opéré aucune sélection et acceptent toute proposition nouvelle.

(1) C.I.A., 94, rue Rambuteau, Paris (1^{er}), tel. 20-33-82. Exposition du 8 au 30 novembre, de 12 h. à 20 h.

la gueule ouverte

EN RAISON DE LA CRISE LA FIN DU MONDE EST AJOURNÉE...

...ET "LA GUEULE OUVERTE" DEVIENT HEBDOMADAIRE!

Tous les mercredis, en vente partout. 3^e

CONSTRUCTION NAVALE

**Moins de commandes dans les chantiers
La France se « tient » bien**

London (A.F.P.). — La récession qui affecte la construction navale dans le monde entier s'est accompagnée pendant le troisième trimestre de l'année en cours de l'annulation de plusieurs commandes de gros pétroliers. Il y a là une conséquence directe de l'aggravation de la crise de l'énergie.

Selon les dernières statistiques du Lloyd's, les nouvelles commandes sont, durant les mois de juillet, août et septembre, tombées à leur niveau le plus bas depuis septembre 1973. (1). Toujours premier constructeur naval du monde le Japon a, pour le second trimestre 1974, enregistré une diminution de l'ensemble de ses commandes en carnet de commande que l'Espagne, ce qui permet à la Grande-Bretagne de passer au quatrième rang des pays constructeurs. En revanche, les chantiers français qui enregistrent une très faible augmentation de leurs commandes.

A la fin de septembre, le total des pétroliers de plus de 100 000 tonnes sous commande n'était que de quatre cent quarante-trois au lieu de quatre cent soixante-trois à la fin de juin, et de quatre cent quatre-vingt-quatre à la fin de mai. Le tonnage des commandes de l'ensemble des pétroliers représente encore la majeure partie des commandes, mais a diminué de plus de 3 millions de tonnes au cours du troisième trimestre de 1974.

(1) Le tonnage sous commande des principaux constructeurs se présente ainsi à la fin d'octobre (en millions de tonnes) : Japon, 27,24 (- 1,74) ; Suède, 10,00 (- 0,41) ; Allemagne de l'Ouest, 8,82 (+ 0,00) ; Espagne, 6,57 (- 0,50) ; France, 4,20 (+ 0,00) ; Italie, 3,22 (+ 0,04) ; Norvège, 2,88 (- 0,01) ; Grèce, 2,84 (- 0,01) ; Royaume-Uni, 2,14 (- 0,01) ; Yougoslavie, 1,90 (- 0,01).

**style jean
pour un
croisé...**

poches plaquées et surpiquées pour ce costume (sans doublure), coupé par RABOT, dans une splendide coupe anglaise. Simplicité, confort et distinction. Il est dans la tradition des Grands Tailleurs de Paris.

**LES GRANDS
TAILLEURS
DE PARIS**

• ANDRÉ GARNIER, 71, avenue de la République, 75011 Paris.
• A. CHRISTIAN, 2, rue de la Paix.
• J. CLOUTIER, 104, rue Saint-Hippolyte.
• G. FLEURY-CORREY, 140, rue de la Harpe.
• PAUL FORTIN, 10, rue de Rivoli.
• CLAUDE GONNIN, 10, rue de Rivoli.
• J. GONNIN, 10, rue de Rivoli.
• J. GONNIN, 10, rue de Rivoli.

**AUX LECTEURS
DU « MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS
ET DU BATIMENT »**

Les perturbations postales ont amené le « Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment » à mettre au point un système de distribution permettant d'assurer la continuité de son service à ses lecteurs. Vous pouvez trouver le « Moniteur » : Paris et régions parisiennes : au siège du Journal, 17, rue d'Ulm, 75006 Paris, et dans les principales points de vente (librairies, maisons de la presse, distributeurs, kiosques) ; Provinces : dans les principales librairies et maisons de la presse de quarante et une villes.

AUX ENTREPRENEURS DE TRAVAUX
Pendant la grève des P.T.T., le « Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment » peut renseigner par téléphone les entrepreneurs de travaux sur tous les avis d'adjudications et d'appels d'offres parvenus à sa connaissance.
TELEPHONE DU « MONITEUR » : 233-44-33.
TELEX UPRSSS 68.276 F.

**une adresse :
c'est comme une carte de visite**
3.600 m² de bureaux à louer (total ou divisibles)
31-37 AVENUE DE WAGRAM
JONES LANG
80 AVENUE MARCEAU PARIS 8^e - 720-21-23

**LE REMPLACEMENT
DES STARLIGHTER**

**Les constructeurs
néerlandais et belges
demandent un choix européen**

Les industriels néerlandais et belges de l'aéronautique ont signé, aux côtés des industriels français, ouest-allemands, espagnols, italiens, britanniques et suisses, une déclaration commune demandant aux gouvernements néerlandais, belges, portugais et danois de choisir un avion de combat européen pour remplacer leurs appareils F-104 Starfighter. De son côté, M. Alberto Spinelli, membre de la commission du Marché commun chargé de la politique industrielle et de la technologie, a été prononcé en faveur d'une politique européenne d'achat d'avions civils et militaires.

C'est la première fois que les constructeurs aéronautiques néerlandais et belges, principalement la société hollandaise Fokker et la Société anonyme belge de constructions aéronautiques (SABCA), intervenant officiellement dans les négociations qui opposent les gouvernements de quatre pays européens à leurs éternels fournisseurs d'avions militaires américains, français ou suisses. Le marché en discussion porte, on le sait, sur trois cent cinquante appareils, dans l'immédiat, et 10 milliards de francs.

Depuis le début de 1974

**DEUX BOEING-727
VENDUS
CHACQUE SEMAINE**

Pour l'exercice de 1973 millions de francs environ, la compagnie néerlandaise aérienne Delta Airlines vient de commander à Boeing 19 avions-courriers tri-moteurs Boeing-727 livrables entre avril et décembre 1975. Cette commande porte à 39 le nombre de ces avions en service chez Delta.

A ce jour, Boeing aura vendu 1 127 tri-moteurs et, depuis le début de cette année, 88 Boeing-727, soit deux appareils vendus par semaine, ce qui constitue un record toutes catégories.

**NOTRE
Télex**
A VOTRE DISPOSITION
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les transmettons. Vous recevez vos messages. Vous nous téléphonez vos messages. Nous les transmettons. Vous recevez vos messages. Vous nous téléphonez vos messages. Nous les transmettons. Vous recevez vos messages.



**Certains Français
lisent un second quotidien
chaque jour.**

(Comme le font 250.000 autres Européens avertis.)

**International
Herald Tribune.**

سكوت الامم

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

La France devant les échéances

II. — Que fera la gauche ?

par MICHEL ROCARD

Dans son premier article de la « Monde » daté 30 octobre, Michel Rocard a tracé une ligne claire sur la situation économique actuelle et stipulée la « politique au fil de l'eau » de M. Giscard d'Estaing.

Vue à dix-huit mois, la situation est dramatique. Le déficit extérieur cumulé sur deux ans atteindra 60 à 80 milliards. Il n'est pas financiable sans problèmes graves et sans conditions politiques. L'inflation continuera à troubler les comportements économiques et à décourager l'investissement. Une position sociale et politique de plus en plus délicate se dessine. Les services publics se désorganisent, comme risquent de le montrer les mouvements sociaux qui commencent ; l'esprit de parasitisme et de spéculation se répand ; une volonté d'investir

discourage par l'incertitude générale. Nous entrons — dix-huit mois, c'est bientôt — dans une situation à l'anglaise ou à l'italienne.

Quelques commentateurs parmi les plus avisés, fustigent-ils parfois, murmurent, voire évoquent, dans la presse écrite ou parlée, la nécessité d'un gouvernement d'union nationale pour résoudre ces difficultés. La mesure n'est pas nouvelle. L'incertitude des mesures impopulaires sont à prendre, la classe politique resque, le plus à l'aise si aucune forme politique importante ne restitue l'extérieur au système par capitalisme le néoconservateur. C'est bien humain. Mais ce n'est pas sérieux, car qui dit gouvernement d'union nationale dit gouvernement totalement paralysé par ses contradictions internes. Or, il n'y a pas de solution sans des choix très fermes et très clairs, dont l'orientation socialiste fournit la cohérence et la perspective. Nous ne partagerons pas avec M. Giscard d'Estaing les frais de sa faillite financière.

ment cela que le gouvernement veut ? Deuxième problème : celui de l'orientation du développement. Notre modèle industriel n'est, en effet, pas seulement mis en cause par la cherté croissante de l'énergie et des matières premières qui lui sont nécessaires, il l'est aussi par la pollution croissante qu'exige son activité, et, bien plus encore, par le refus populaire auquel il se heurte de plus en plus du fait des contraintes qui lui sont inhérentes : travail réparti, parcelles et abaissement ; maintien du système par une hiérarchie quasi militaire ; liaison profonde entre la concentration industrielle et financière et l'insécurité de revenus, de savoir et de pouvoir que cette concentration exerce, destruction, enfin, du cadre de vie par l'assimilation de l'urbanisme aux exigences du profit et par la corruption qu'exerce l'argent sur l'information, la culture et la communication entre les hommes comme sur la justice ou la santé.

Ce procès est ancien ; on pourrait le juger dépassé. Mais il est revenu en pleine actualité pour trois fortes raisons, dont chacune suffit à exiger la mise en œuvre rapide d'une nouvelle orientation. Le danger de destruction de l'espace humain par asphyxie de la niche écologique n'est plus ; il est à l'horizon de deux générations. La contestation interne du

modèle social se traduit aujourd'hui par l'apathie publique, la fragilité de tous les gouvernements en place en Occident et la montée un peu partout de la violence civile. Enfin, les contradictions de cette croissance achevée se résolvent temporairement dans l'inflation qu'elle engendrent et encouragent. Mais celle-ci n'est qu'un anesthésiant. Reportées, les échéances n'en seront qu'aggravées et à la fois par le durcissement des contraintes extérieures et par les déséquilibres sociaux, mais de l'inflation elle-même. Elle a déjà produit Eltner, où de l'inflation des années 20, s'il fut vainqueur grâce à la crise des années 30.

C'est une politique à vingt ans, de savoir et de pouvoir que cette construction exerce, destruction, enfin, du cadre de vie par l'assimilation de l'urbanisme aux exigences du profit et par la corruption qu'exerce l'argent sur l'information, la culture et la communication entre les hommes comme sur la justice ou la santé.

Le problème n'en doit pas moins être adapté des matériaux de manière convergente sous ses deux aspects : consommation et production.

Du côté de la consommation...

L'action sur la masse de la consommation doit donc résulter d'un encouragement, beaucoup plus solide à l'épargne ; c'est notamment tout le problème de son indécision, sur lequel il reviendra l'action sur la structure de la consommation par tranches de pouvoir d'achat, une attaque fiscale sévère des inégalités de fortune et de revenus.

Les pays à inflation la moins rapide (R.F.A., États-Unis) sont aussi ceux où l'impôt sur le capital est le plus élevé. C'est la justice, donc le système ne moule bien. L'efficacité exportera-t-elle la cause ? Notre impôt sur le revenu ne fournit des sommes ridicules par rapport à ce qui se fait dans les pays voisins (sauf

l'Italie : est-ce un exemple ?), laissant passer une charge trop lourde sur la T.V.A., qui est, elle, directement inflationniste, puis, qui incline dans le niveau des prix. Les organisations syndicales en demandent la réduction massive. Elles ont raison.

Cette lutte contre l'inégalité n'est pas seulement affaire de justice. Malgré l'incertitude de chiffres très incomplets sur ce point, il y a gros à parier que la part de produits importés dans les consommations des familles à haute revenus est bien plus grande que dans les autres. L'inégalité de consommation directe de l'échelle hiérarchique des salaires.

Enfin, le modèle global de consommation doit être souligné de la décadence avec laquelle il s'orienta sur des biens mécaniques. Il faut encourager très systématiquement la participation active en matière sportive, artistique et culturelle, faciliter la découverte et le bon usage d'un vrai temps libre, donner la priorité aux services sur les marchandises, faire du loisir une capacité de découverte et de communication plutôt qu'une consommation touristique. Ce sera long. Raison de plus pour commencer tout de suite. Paris fera marquer un préjugé plus de plusieurs années sur le plan sportif comme sur celui de l'urbanisme. On y dépensera pourtant moins qu'au cas où sur les routes.

Enfin, la création d'unités de production nouvelles doit aussi répondre à la nécessité de rendre la France moins dépendante de ses importations. Au milieu des tentatives économiques qui se préparent, il y a là une précaution urgente. On choisit la production et de consommation ne peuvent donner leurs pleines résultats qu'à longue échéance, et ce sera tout l'objet du Plan, de définir et d'obtenir ces résultats.

Une telle orientation doit favoriser le développement d'unités de production à taille humaine plutôt que de grandes industries, tels que nous les connaissons aujourd'hui. L'objectif majeur de cette redistribution des activités économiques doit être la recherche du plein emploi réelisé au

niveau régional et pas seulement national. Il y a une forte décentralisation de la décision économique aussi bien dans les collectivités publiques que dans l'appareil de production, avec un contrôle collectif et effectif des travailleurs, prendre l'initiative aux modalités de réalisation du plein emploi. Cela encore correspond aux choix essentiels du socialisme antagoniste.

Prochain article : LES CIRCUITS FINANCIERS

Les défis

Le diagnostic tel qu'il vient d'être résumé commande la stratégie nécessaire ; il faut attaquer dès aujourd'hui et très fermement aux problèmes de long terme, élaborer par rapport à eux une politique cohérente, utiliser efficacement les quelques dix-huit mois qui restent avant les échéances financières les plus graves pour en transformer l'orientation, les données et les schémas impérativement toutes les mesures et interventions nécessaires à la perspective ainsi tracée. Dans la mesure de prendre l'évidence, c'est déjà le contenu de la politique au fil de l'eau suivie aujourd'hui.

Concrètement, cela exige de faire face à quatre problèmes : celui de l'énergie et des matières premières, celui des structures et de l'orientation du développement du pays, celui de la réorganisation de nos institutions financières, et celui de la lutte contre l'inflation.

Tous les quatre sont d'ailleurs étroitement liés. Une des grandes nouveautés de l'investissement économique d'aujourd'hui et de demain est faite de la participation ou du rattachement social, et il faut le dire légitime des produits énergétiques et de certaines matières premières. Des dépenses massives de consommation d'énergie sont indispensables et le plus sûr sera le mieux.

L'essentiel, en matière d'énergie comme des matières premières, reste de stimuler divers secteurs de la recherche : la recherche chimique, d'où peuvent venir des découvertes de produits de substitution à ceux qui risquent de

manquer ; la recherche dans le domaine de l'énergie (géothermie notamment), pour restreindre la dépendance actuelle vis-à-vis de l'étranger. Je tiens cet effort de recherche pour le plus capital en face de l'avenir de la France. Que l'on observe le projet de budget gouvernemental pour 1975, tous les crédits de recherche diminuent en valeur absolue, voire sont liquidés, et des chercheurs licenciés. Dans ce schéma de l'avenir, tout le programme nucléaire, tout l'engagement à été décidé en cachette, dans une ignorance scandaleuse des assemblées représentatives, alors même que demeure une incertitude majeure sur le danger de pollution définissant qu'il recule et que le gouvernement anglais, par sa part, a cherché à limiter et se rallie à la filière canadienne à son tour. Pour nous, Français, la filière graphite-gaz avait des avantages analogues, elle a pourtant été abandonnée au profit de la filière à eau légère sous licence américaine.

Actuellement nous ne sommes armés pour trouver ni de nouvelles sources d'énergie, ni de nouveaux produits de substitution, ni de nouveaux produits de recyclage des matériaux usés. Est-ce vrai-

TRECA
VENEZ ESSAYER LE "CAD"
Système antivol automatique,
toutes positions, relais et détection,
télécommande électrique.

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPELOU Distributeur
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS 14^e - TEL. 357.46.35

pétrole :
tout peut se
prévoir

Remplissez ce Bon à découper et- dessous et adressez-le à la SOCIODOC, 154, rue Montmorency, 75002 Paris, avec un règlement de 1.000,00 F pour recevoir un abonnement de 6 mois (150 numéros) au BULLETIN DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE depuis dix ans le seul organe français d'information sur les hydrocarbures.

NOM :
PRÉNOM :
FONCTION :
ADRESSE :
SIGNATURE :

Jet tours
Les oasis aux eaux limpides forment de véritables jardins au milieu du désert. Venez à l'Unité. C'est si près et si facile avec Jet Tours.

Hammamet ? Le soleil, les hibiscus, les oranges en fleurs...
Djerba ? Des maisons toutes blanches, la plage, les poissons grills...
Et à comme à Tuni, Nabeul, Zarzis, Jet Tours vous reçoit dans les meilleurs hôtels.

NABEUL	1 semaine détente complète	980F
DJERBA	1 semaine détente complète	1040F
DOUAS EN MOSQUES	1 semaine détente complète	1050F
ROUELIBRE	1 semaine détente complète	1020F

• Possibilité de départ de semaine.

Mais vous pourrez aussi louer une voiture pour découvrir, en liberté, le pays. A moins que vous ne préfériez faire un circuit accompagné, dans le Grand Sud, par exemple. Vous trouverez notre nouveau catalogue chez tous les Agents de voyage, ou auprès d'Air France Cédex 876-75300 Paris Brème.

Jet tours
En collaboration avec l'Office National du Tourisme et des Hôtels de Tunisie.

OMIQUE
chéances

صكوك الامم

LES MARCHÉS FINANCIERS

... LE MONDE — 31 octobre 1974 — Page 35

PARIS 29 OCTOBRE

Vive reprise
des valeurs étrangères
Nouvelle hausse de l'or
et de la rente

Remise-montage de mardi à la Bourse de Paris, où, sur des rumeurs d'augmentation d'appareils, les valeurs étrangères ont subi une vive reprise. Les valeurs françaises ont également bénéficié de cette reprise, mais dans une moindre mesure. Les valeurs étrangères ont connu une nouvelle hausse, notamment les valeurs américaines et les valeurs du Japon. La rente a également connu une nouvelle hausse, passant de 102,50 à 103,50. L'or a également connu une nouvelle hausse, passant de 1.025 à 1.030.

LONDRES

Reprise
Favorable sur le discours du trésorier, les valeurs étrangères ont subi une vive reprise. Les valeurs françaises ont également bénéficié de cette reprise, mais dans une moindre mesure. Les valeurs étrangères ont connu une nouvelle hausse, notamment les valeurs américaines et les valeurs du Japon. La rente a également connu une nouvelle hausse, passant de 102,50 à 103,50. L'or a également connu une nouvelle hausse, passant de 1.025 à 1.030.

NEW YORK

Très forte reprise
Comme toutes les places financières internationales, Wall Street a vigoureusement réagi mardi aux informations du trésorier de l'Etat. Les valeurs étrangères ont subi une vive reprise. Les valeurs françaises ont également bénéficié de cette reprise, mais dans une moindre mesure. Les valeurs étrangères ont connu une nouvelle hausse, notamment les valeurs américaines et les valeurs du Japon. La rente a également connu une nouvelle hausse, passant de 102,50 à 103,50. L'or a également connu une nouvelle hausse, passant de 1.025 à 1.030.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

BOURSE DE PARIS - 29 OCTOBRE - COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, and another column. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, and another column. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, and another column. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, and another column. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, and another column. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, and another column. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, and another column. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, and another column. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

MARCHÉ À TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, and another column. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, and another column. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, and another column. Rows include various financial instruments like 100 Lb 1/2 %, 100 Lb 1 %, etc.

